

Mesdames, Messieurs,

Les attentes de nos concitoyens à l'égard de la Justice sont très fortes. Elle permet en effet à chacun d'entre nous de faire reconnaître ses droits; elle règle les litiges qui touchent à la vie quotidienne de chacun de nos concitoyens, elle apporte aussi des réponses aux victimes, en jugeant les auteurs de crimes ou de délits : toutes garanties de protection des droits et des personnes, essentielles dans un Etat de droit.

Mais, nos concitoyens nous le disent, la justice est univers complexe qu'ils ont du mal à appréhender. Ce sentiment d'une justice lointaine, difficile à comprendre, dont le temps de réponse peut paraître long, ne peut ni ne doit perdurer.

C'est pourquoi, depuis plus de 4 ans, le gouvernement a engagé des réformes d'ampleur, faisant de la modernisation de la Justice une priorité. N'en déplaise à l'opposition, notre majorité a largement fait la preuve de son attachement au service public de la justice par l'effort budgétaire sans précédent qu'elle lui a consacré au cours de ce quinquennat, : avec un budget de plus de 7 milliards d'euros en 2012 – soit une hausse de près de 900 millions d'euros depuis 2007 ; rien que pour l'année 2012, les crédits de la justice augmenteront de 4%.

Les réformes étaient indispensables, difficiles parfois ; mais aujourd'hui les résultats sont là, et même s'il reste encore beaucoup à faire, nos engagements pour une justice moderne, de qualité, protectrice des droits et libertés ont été tenus.

1. Nous avons profondément modernisé l'institution judiciaire pour un meilleur service rendu au justiciable.

En quelques décennies, l'institution judiciaire a été confrontée à de nouveaux défis : accroissement du contentieux, extension de son champ d'intervention, corpus juridique toujours plus foisonnant et complexe. Longtemps, l'institution est restée globalement identique dans son organisation et son fonctionnement. Or, faire peser une charge toujours lourde sur les acteurs judiciaires, c'est risquer de compromettre la qualité et l'efficacité de notre justice.

Grâce à des réformes d'envergure et des investissements sans précédent, la justice a pu être rénovée. Ce mouvement de modernisation s'est considérablement accéléré ces quatre dernières années, sous l'impulsion politique très forte du gouvernement.

> Une justice moderne est une justice dont l'organisation est plus claire. Tout d'abord, la réforme de la carte judiciaire offre une plus grande cohérence dans la répartition des juridictions sur le territoire national. Celle-ci, restée inchangée depuis 1958, ne correspondait plus aux évolutions démographiques et sociologiques et n'était donc plus en adéquation avec la réalité du contentieux. Cette réforme s'est accompagnée d'une vaste rénovation de l'immobilier de la Justice. Rénover les lieux de justice, c'est garantir un meilleur accueil du justiciable et permettre aux personnels de Justice d'accomplir leurs missions souvent difficiles dans de bonnes conditions.

> Une justice moderne c'est une justice dont les procédures sont lisibles. Avec le temps, à force d'empilements législatifs, nos procédures ont atteint un degré de complexité que rien ne peut justifier. Nous avons donc mené un effort de simplification de nos règles procédurales. La réforme de la représentation devant les cours d'appel adoptée en janvier dernier, ou celle de la répartition des contentieux qui a été adoptée hier par le Parlement constituent à cet égard des progrès incontestables.

La dématérialisation et le recours à la visioconférence accompagnent cette évolution, parce qu'une justice moderne , c'est une justice qui dispose des outils les plus performants, qui facilite les démarches, améliore la célérité des échanges avec les auxiliaires de justice.

> Cette modernisation a aussi été celle des professions du droit : la France bénéficie d'un réseau de professionnels performants, offrant à nos concitoyens un haut niveau de sécurité juridique. En créant l'acte d'avocat, par exemple, la loi du 29 mars 2011 nous avons pu franchir un nouveau pas en ce sens.

2. Nous avons œuvré pour une justice plus proche et accessible

L'accès effectif à la justice est essentiel.

> Le gouvernement a ainsi mis en place une politique plus active et plus dynamique d'accès au droit. Aujourd'hui nous comptons 132 Maisons de la justice et du droit et plus de 1000 points d'accès sont maintenant ouverts sur l'ensemble du territoire national, dont 144 en milieu pénitentiaire. Ce sont des structures d'information mais aussi d'accompagnement, qui offrent un soutien gratuit et de proximité.

> , Nous avons également placé les victimes au cœur de notre action. Il n'est pas tolérable de laisser les victimes désorientées, alors même qu'elles sont confrontées à des situations douloureuses et traumatisantes. Nous avons développé des dispositifs d'assistance qui leur sont dédiés : 38 bureaux d'aide aux victimes sont déjà ouverts, et on devrait en compter 50 d'ici 2012.

> Rendre notre justice plus accessible et plus proche, c'est aussi accroître la participation des citoyens à l'œuvre de justice

La loi du 10 août 2011 sur la participation des citoyens au fonctionnement de la justice constitue une avancée considérable dans ce sens. Associés à la formation de jugement en correctionnelle, au suivi de l'application des peines, les citoyens seront partie prenante à l'œuvre de justice et accompliront un engagement civique . Dès le 1er janvier 2012, les premiers citoyens assesseurs seront appelés à juger des délits graves d'atteinte aux personnes et à rendre des décisions de libération conditionnelle sur les ressorts des cours d'appel de Dijon et Toulouse.

Pour les magistrats, c'est la possibilité de bénéficier d'un éclairage neuf sur les affaires. Enfin, pour le prévenu, c'est une confrontation directe au regard de la société sur la gravité des actes commis.

3. Confrontés à des formes de délinquance nouvelles ou plus dures, nous avons mené une politique pénale ambitieuse

> Nous avons tout mis en œuvre pour que les actes délictueux et criminels reçoivent une réponse pénale ferme et adaptée. Nos efforts ont porté leurs fruits : le taux de réponse pénale progresse, pour atteindre près de 88% (80.4% en 2007).

> Protéger nos concitoyens, c'est renforcer la lutte contre la récidive : nous avons ainsi développé des réponses nouvelles en mettant en place des réponses

progressives et plus fermes à l'égard des personnes ancrées dans la délinquance – comme les peines planchers (loi du 10 août 2007) ou la rétention de sûreté (loi du 25 juillet 2008).

> Nous avons également développé des outils innovants de lutte contre la grande criminalité. Je pense notamment à l'agence de recouvrement des avoirs saisis et confisqués (AGRASC), dont la création a été prévue par la loi du 9 juillet 2010 visant à faciliter la saisie et la confiscation en matière pénale. Cette loi, afin de mieux appréhender les profits générés par la délinquance et le crime organisé et, ce faisant, de renforcer l'effet dissuasif de la sanction pénale, a élargi le champ des biens susceptibles d'être saisis et confisqués.

Mais prévenir la récidive, c'est aussi favoriser la réinsertion. Cet objectif est au cœur de la loi pénitentiaire du 24 novembre 2009 qui exige des conditions dignes d'incarcération, et prévoit le développement de l'activité des détenus. Le temps de l'incarcération doit toujours être un temps utile pour permettre au condamné de préparer l'avenir, de construire un projet de sortie, faute de quoi nous aurons manqué notre objectif. Pour cela, il nous faut disposer de prisons plus humaines : notre parc pénitentiaire a en effet beaucoup vieilli et ses capacités d'accueil sont désormais très insuffisantes. C'est pourquoi j'ai annoncé en mai dernier un nouveau programme immobilier permettant d'atteindre 70 000 places de prison en 2017. Ce programme, suite au discours de Réau du Président de la République du 13 septembre dernier, sera complété, pour atteindre 80 000 places, notamment en développant de nouveaux établissements courtes peines à réinsertion active.

Le projet de loi de programmation pour l'exécution des peines, que je présenterai la semaine prochaine en conseil des ministres, constituera un pas supplémentaire dans ce sens : elle fixera, pour la période 2013-2017, les objectifs d'action du gouvernement en matière d'exécution des peines, mais aussi de prévention de la récidive et déterminera les moyens correspondants. Cette question est essentielle parce que l'exécution effective et rapide des peines prononcées, notamment des peines d'emprisonnement ferme, est une condition d'efficacité et de crédibilité de toute décision de justice.

> Nous avons accordé une attention toute particulière à la délinquance des mineurs, en diversifiant les réponses et les modes de prise en charge. Dans cette rénovation

de la justice des mineurs, nous avons toujours veillé au respect des exigences fondamentales de l'ordonnance du 2 février 1945, donnant la primauté à l'éducatif et préservant la spécialisation des juridictions et des procédures. Ces objectifs ont été au cœur de la loi du 10 août 2011, en créant le dossier unique de personnalité, le tribunal correctionnel pour mineurs, en ouvrant les possibilités de placement en centre éducatif fermé, la loi a amélioré et ouvert le champ des réponses à la délinquance des mineurs.

4. Les 4 ans qui viennent de s'écouler sont marqués par des progrès majeurs des libertés et de l'Etat de droit

> Des avancées emblématiques inscrites dans la réforme constitutionnelle du 23 juillet 2008, défenseur des droits, question prioritaire de constitutionnalité, marqueront durablement la Vème République et nos institutions.

Avec la question prioritaire de constitutionnalité, le respect des droits et libertés constitutionnellement garantis fait l'objet d'un contrôle renforcé et élargi. La QPC a révolutionné l'approche du contrôle de constitutionnalité en ouvrant à tout justiciable la possibilité de soulever une non-conformité de la législation devant toute juridiction. Ses effets sont déjà considérables et ont conduit à des évolutions très significatives de notre droit – que l'on pense à la réforme de la garde à vue ou à celle l'hospitalisation sans consentement.

Avec le Défenseur des droits, qui est sans doute l'Ombudsman le plus puissant d'Europe, les citoyens peuvent faire valoir plus efficacement leurs droits. Enfin, nous avons ouvert la possibilité pour tout justiciable de saisir le CSM du comportement fautif d'un magistrat.

> Tout en préservant les besoins de l'enquête, la réforme de la garde à vue apporte un renforcement attendu des droits de la défense, garantissant notamment au gardé à vue l'assistance effective d'un avocat.

> Renforcer l'Etat de droit, c'est aussi garantir le respect de nos principes républicains. La loi interdisant la dissimulation du visage dans l'espace public traduit cette volonté du gouvernement de défendre les règles essentielles du « vivre ensemble ».

*

* *

Notre modèle de Justice a su évoluer, dans le meilleur respect des libertés de nos concitoyens, mais aussi dans la recherche d'un équilibre si délicat à trouver entre différentes exigences de notre Etat de droit. La Justice est bien sûr toujours à la recherche d'une conciliation – toute atteinte aux libertés doit être proportionnée, elle ne peut être justifiée que par la nécessité de protéger notamment les personnes (leur sécurité, leur intégrité), ou en matière pénale par les nécessités liées à la recherche de la vérité, que nous devons aux victimes.

En quatre ans et demi, les avancées ont été considérables : nous avons su faire évoluer notre justice et notre droit pour nous rapprocher de cet équilibre.

C'est grâce à l'engagement du gouvernement, grâce à l'implication de tous les personnels de justice que nous avons permis à notre justice de relever ses nouveaux défis.

Je vous remercie.